

## FINANCES

### QUELQUES FAITS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Si l'on suit de près le mouvement économique, on voit grossir les difficultés qu'il faut surmonter avant de rentrer dans le cadre régulier auquel nous étions habitués avant la guerre.

En dépit d'une création extraordinairement abondante de signes monétaires et de crédits, il a suffi d'une oscillation de baisse un peu prolongée et d'une demande moins active de la part des consommateurs pour créer une atmosphère d'inquiétude parmi les intéressés.

Très caractéristique à cet égard est ce qui s'est passé à Londres: la Chambre syndicale de la draperie s'est adressée à l'Association des banques, dont un ancien chancelier de l'Échiquier, M. Mac Kenna est le vice-président, pour obtenir des facilités nouvelles. Elle a reçu une réponse négative: les banques ne sauraient sans inconvénient assumer de nouvelles responsabilités, faire de nouvelles avances. Elles détiennent de nombreux effets du Trésor à courte échéance qu'elles renouvellent à l'échéance pour éviter que le chancelier de l'Échiquier ne soit acculé à la nécessité de recourir à des anticipations de recettes auprès de la Banque d'Angleterre. S'il n'y avait pas de bons à renouveler, si l'on pouvait vendre sans perte les emprunts de guerre, le commerce trouverait de meilleures dispositions dans Lombard Street. Mais il faut bien se plier aux circonstances. Agir autrement, contribuer à entretenir l'inflation, ce serait manquer aux conseils de la Conférence internationale de Bruxelles. Les crises survenues au Japon, à Cuba, ont été dues en partie aux efforts qu'on y faisait pour empêcher la baisse de la soie et du sucre, pour maintenir le cours élevé des marchandises sur lesquelles des prêts avaient été consentis.

Il a été répondu aussi à la Chambre des drapiers qu'il fallait exercer une pression sur le gouvernement pour l'amener à faire des économies, à combattre le gaspillage.

M. Mac Kenna a caractérisé comme anormale une situation dans laquelle des industriels, des commer-

gants sont obligés de s'adresser à leurs banques pour se faire avancer la somme nécessaire au paiement de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels. En prenant 60 ou 80% de ces bénéfices, l'Etat affaiblissait la position de trésorerie des entreprises.

Si l'on analyse le prix de vente des articles de consommation en Angleterre, on voit l'importance de la part prélevée par l'impôt.

L'industrie lainière, le commerce des laines sont plus ou moins désorganisés parce que le gouvernement anglais détient 2,500,000 balles de laine australienne de qualité médiocre, qu'il hésite à mettre sur le marché, à cause de la grosse perte qu'il subit. D'autre part le gouvernement australien interdit d'envoyer de l'or en Angleterre afin de permettre aux succursales des banques australiennes d'ouvrir les crédits nécessaires aux exportateurs et financer les opérations habituelles. A défaut de la liberté d'exportier de l'or, le gouvernement australien qui a de grosses créances sur le Trésor anglais, pourrait en mettre une partie à la disposition des banques.

Si nous traversons l'Atlantique, nous trouvons un bel exemple de gâchis et de gabegie, qui nous rassurera quelque peu à l'égard de la concurrence que la marine marchande américaine sera susceptible de faire aux marines européennes, notamment aux marines britannique et scandinave. Le Shipping Board a reçu près de 900,000 liv. st., sur lesquels 100,000 liv. st. ont complètement disparu, sans laisser de trace. La perte sur cette opération est estimée à 500,000 liv. st.

Au Canada, il faut mouvoir la récolte, ce qui exige un mouvement de 400 millions de dollars. Jusqu'en 1919, le solde du compte international du Canada était créditeur de 151 millions de dollars. Il est débiteur aujourd'hui d'un chiffre à peu près égal. Le gouvernement a émis la prétention d'interdire l'importation de valeurs étrangères au Canada, jusqu'à ce que la récolte du blé ait été vendue. En quoi cela profitera-t-il au producteur agricole?

A Cuba, les poumpalers engagés avec des banques américaines et canadiennes pour faire un prêt et venir en aide à l'industrie sucrière ont échoué. Afin de se tirer d'affaire, les commerçants de la Havane s'ingénient à envoyer 200,000

tonnes de sucre brut en Europe. Ordinairement les exportations avaient lieu sous forme de sucre raffiné vendu à New-York pour exécuter les marchés à livrer des raffineurs qui achetaient le sucre brut et revendaient à terme. Dans la période de hausse, ils ont négligé de se garantir de la sorte. En attendant, le moratoire a été prolongé.

Aux Etats-Unis même, la situation ne s'améliore pas. Un symptôme de crise, c'est qu'on considère à New-York comme des traîtres et de mauvais patriotes ceux qui n'affichent pas un optimisme outrancier. Les avertissements ne manquent pas. Au récent Congrès des banques à Buffalo, M. Mac Dougal a déclaré que le meilleur ami des commerçants et des industriels était le banquier qui leur dirait la vérité. Or d'après lui, le jour fatal de la reddition des comptes approche: on s'apercevra combien on a manqué de prudence durant la période d'expansion. Il estime que deux ans au moins seront nécessaires pour déblayer le terrain.

Le Bulletin de la Chase National Bank de New-York que rédige M. Anderson, publie un tableau duquel il résulte que la dette européenne envers les particuliers aux Etats-Unis était au 15 septembre 1920 de 8.301 millions, contre laquelle il y a à porter en compte les achats faits par les Etats-Unis, les dépenses des touristes, les remises des émigrants, les prêts consentis, l'or importé, etc., faisant ensemble 4.528 millions, laissant un écart de 3.772 millions de dollars. Au débit de l'Europe, le gros montant est le surplus visible des exportations sur les importations. C'est la cause réelle de la perturbation.

LE COUT DE LA VIE BAISSÉ; D'après les statistiques compilées par le département et publiées par la "Gazette du Travail", le mouvement à la baisse des prix se continue. Le coût moyen des produits alimentaires dans 60 villes canadiennes au 15 décembre 1920 était de \$14.84 contre \$15.32 le 15 novembre; \$14.73 au mois de décembre 1919 et \$7.96 au mois de décembre 1914. Le coût de la vie a baissé de 48 cents par semaine en un mois.